

ASSEMBLÉE NATIONALE
13 novembre 2025

PROJET DE LOI DE FINANCES DE FIN DE GESTION POUR 2025 - (N° 2068)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 91

présenté par

M. Le Coq, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, M. Aurélien Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE 5

ETAT B

Mission « Travail, emploi et administration des ministères sociaux »

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	Autorisations d'engagement suppl. ouvertes	Autorisations d'engagement annulées	Crédits de paiement suppl. ouverts	Crédits de paiement annulés
Accès et retour à l'emploi	0	-609 707 931	0	-395 482 927
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	0	-272 347 090	0	-421 238 764
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	-3 463 163	0	-5 094 334
Soutien des ministères sociaux	0	0	0	-3 219 936
TOTAUX	0	-885 518 184	0	-825 035 961
SOLDE	+885 518 184		+825 035 961	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, le groupe LFI demande la suppression des annulations de crédits de la mission Travail, emploi et administration des ministères sociaux.

Alors que le Gouvernement n'a eu de cesse pendant des années de clamer que l'emploi était une priorité nationale, ces annulations de crédits viennent fragiliser les services publics de l'emploi et les politiques d'insertion au moment même où le chômage repart à la hausse et où des milliers de travailleurs font face à des plans sociaux à cause de la politique désastreuse de la macronie.

Ces coupes budgétaires touchent directement les moyens de fonctionnement de France Travail, l'inspection du travail déjà exsangue, ainsi que les dispositifs d'accompagnement des demandeurs d'emploi. Un tel mépris pour les travailleurs et les demandeurs d'emploi n'est pas surprenant de la part d'un Gouvernement qui poursuit méthodiquement le démantèlement de nos protections sociales et la casse du service public.

Afin de garantir un accompagnement digne des demandeurs d'emploi, de renforcer les moyens de l'inspection du travail et de financer correctement les politiques publiques de l'emploi, nous demandons la suppression de ces annulations.

Dans le détail, nous demandons la suppression des annulations de crédits de :

– 609 707 930 € en AE et 395 482 927 € en CP prévue pour le programme Accès et retour à l'emploi de la mission Travail, emploi et administration des ministères sociaux.

– 272 347 090 € en AE et 421 238 764 € en CP prévue pour le programme Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi de la mission Travail, emploi et administration des ministères sociaux.

– 3 463 163 € en AE et 5 094 334 € en CP prévue pour le programme Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail de la mission Travail, emploi et administration des ministères sociaux.

– 3 219 936 € en CP prévue pour le programme Soutien des ministères sociaux de la mission Travail, emploi et administration des ministères sociaux.